

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 545 DU JEUDI 24 JANVIER 2019 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Course à l'investiture du Pnds pour 2021

Hassoumi Massoudou informe le Président Issoufou de son intention de briguer la magistrature suprême

Pour clarifier les choses avec le Président Issoufou qui souffle le chaud et le froid, incapable de dire à Mohamed Bazoum ce qu'il confierait à de nombreux proches, le ministre des Finances a décidé de prendre le taureau par les cornes. Avec des proches formant le noyau dur de sa campagne pour l'investiture du Pnds, Hassoumi Massoudou est allé voir, il y a quelques jours, le Président Issoufou pour lui réitérer toute sa détermination à aller jusqu'au bout. Il est hors de question qu'il s'efface devant un candidat qui signifie la défaite avant l'heure pour le Pnds. Hassoumi Massoudou ne vise pas exclusivement Mohamed Bazoum. Et pour préciser sa pensée, il a déclaré au chef de l'Etat et grand gourou du Pnds qu'il n'accepterait de s'effacer que devant Foumakoye Gado. Est-ce parce qu'il s'agit du président de la délégation régionale dont il est membre ? Nul ne le sait pour le moment. Cependant, le ministre des Finances est ferme dans sa résolution de demander aux instances du parti de lui accorder leur confiance.



Déclaration de l'opposition politique nigérienne

L'opposition politique sur le pied de guerre

Crise préélectorale au Niger

Le torchon brûle entre le pouvoir et l'opposition

Enseignement Supérieur

Des reformes s'imposent dans les Universités

**Visite du président de la BID au Niger
Lancement de la tournée des transformateurs pour la capacitation économique**

Cérémonie de lancement, ce samedi 19 janvier 2019, de l'Initiative de Capacitation Economique et du concours des sciences, de la technologie et de l'innovation en relation avec la Banque Islamique de Développement (BID) dans la grande salle du Palais des congrès de Niamey. C'était en présence du Premier ministre Brigi Rafini, de la ministre du Plan, Madame Kané Aïchatou Boulama, et de plusieurs autres invités de marque. Une cérémonie qui rentre dans le cadre de la tournée des transformateurs initiée par le président de la Banque islamique de développement, Dr Bandar Al Hajjar. La « tournée des transformateurs », est un concept axé sur la capacitation économique et le concours des sciences, de la technologie et de l'innovation pour accélérer les progrès vers les objectifs de développement durable.

Dans le discours qu'il a prononcé à cette occasion, le premier ministre chef du gouvernement, Brigi Rafini, s'est tout d'abord réjoui de constater que l'action de la Banque en faveur du Niger se poursuit actuellement à travers la contribution au financement de plusieurs projets structurants. Brigi Rafini qui a aussi adressé une motion spéciale à l'endroit de la fondation du Roi Abdallah, avant de saluer l'initiative de la Banque Islamique de Développement. Selon lui, c'est une approche qui prend en compte toutes les dimensions de la pauvreté et offre des solutions répondant à divers besoins de manière intégrée. « La capacitation économique, premier volet de cette cérémonie, est un concept né d'une approche innovante développée par la BID dans le but d'investir pour les pauvres en créant et en développant des petites et moyennes entreprises et des institutions économiques productrices et créatrices d'emploi avec et au profit des familles les plus pauvres. », a ajouté le Premier ministre, chef du gouvernement. Face à la presse, le président de la Banque Islamique de Développement, Dr Bandar Al Hajjar, a salué les efforts du Niger en matière de développement et performances économiques qui ont permis de faire un bon qualitatif dans le domaine de la bonne gouvernance. Il a réitéré le soutien de son institution pour ac-

compagner le Niger et les porteurs de projets en mettant un accent particulier sur les sciences et technologies.

Ce programme vise, selon la Banque Islamique de Développement, à promouvoir les sciences et la technologie dans ses pays membres. « Les sciences et la technologie constituent un nouveau modèle d'entrepreneuriat pour le développement à travers un renforcement de la compétitivité, de la chaîne des valeurs, basé sur les nouvelles technologies », a expliqué Bandar Al Hajjar, relevant ainsi l'importance que son institution accorde aux sciences et aux technologies.

Au Niger, sur les 260 candidatures de projets enregistrés, trois startups nigériennes ont été primées. Elles ont reçu chacune un chèque de 3000 dollars de la BID pour lancer leurs projets. C'est pourquoi la ministre du plan a salué cette initiative qui vient renforcer les capacités des jeunes nigériens. « Le Niger poursuivra ses efforts de développement, mieux il est en avance avec plusieurs initiatives liées aux concepts développés par la BID. Cette visite de Bandar Al Hajjar vient reconforter le Niger sur ses choix », a indiqué Kané Aïchatou Boulama, ministre du plan.

Arrivé le jeudi 17 janvier 2019 dernier, en début de soirée, pour une visite officielle de trois jours au Niger, le Président de la Banque Islamique de Développement (BID), le Dr Bandar M.H. Hajjar, s'est aussitôt rendu sur le chantier de construction d'une université de filles en compagnie du Président de la République, des membres du gouvernement. Située au quartier Tchangarey de Niamey, cette université est financée par la Fondation du Roi Abdallah à hauteur de 35 à 40 milliards de nos francs. La générosité de cette fondation contribue présentement au renforcement de l'offre d'éducation en matière des sciences et technologie au sein de la Oummah Islamique à travers l'appui à l'université islamique de Say. Le vendredi 18 janvier 2019, le président de la BID était à Tahoua toujours accompagné par le chef de l'Etat pour le lancement des travaux de bitumage du tronçon Baleyara-Tahoua, plus précisément de la bretelle Sanam-Tabebaram, distante d'une cinquantaine de 50 km, à un coût d'environ 29 milliards de Fcfa.

M.D

Niamey

Quand l'éclairage public fait défaut

Les quelques retouches et les colmatages faits par la délégation spéciale de la ville dans le cadre de Niamey Nyala sont loin de répondre aux exigences d'une capitale moderne. Surtout quand l'électrification fait défaut sur les grands boulevards. En tout cas, l'éclairage laisse à désirer, en particulier sur le boulevard passant derrière les cimetières de Yantala. Et les usagers ont toujours la main sur le cœur en suivant cette route. Par peur d'être attaqué. Surtout en ces temps de criminalité et de banditisme grandissant. Qu'attendent donc les autorités municipales pour réparer l'éclairage public de cette grande voie ?

Avant toute réponse de la part des ces autorités à cette question, il faut signaler qu'il est risqué de suivre cette voie certaines heures de la nuit. Selon certains témoignages, les riverains sont choqués de constater le manque d'éclairage sur ce grand boulevard. Ils accusent les autorités municipales d'accorder peu d'intérêt à l'éclairage de cette voie. Pour eux, le président de la délégation spéciale et ses collègues s'activent seulement au balayage et au colmatage, le jour, de quelques routes en faisant obstruction à la circulation routière. Toute chose condamnée par le Code Pénal en vigueur en République du Niger.

LE COURRIER EST MEMBRE DU :



Chers membres,

Le journaliste d'investigation ghanéen Ahmed Husein a été abattu par balles, dans la soirée du mercredi 16 janvier 2019, alors qu'il se rendait à son domicile à Accra.

Ahmed Husein, 34 ans, faisait partie de l'équipe de reporters, conduite par le célèbre Anas Aremeyaw Anas, qui ont réalisé le documentaire « Number 12 ». On se souvient que cette enquête, publiée en juin 2018, avait constitué une bombe qui a eu raison des caciques du milieu du football ghanéen; coûtant sa place au président de la Fédération ghanéenne de football et le droit d'exercer à plus de 50 arbitres africains.

Il n'y pas longtemps encore, Ahmed déposait plainte après qu'un député du parti au pouvoir au Ghana a diffusé sa photo à la télévision nationale, promettant une récompense à qui le passerait à tabac.

La CENOZO -organisation faitière de promotion du journalisme d'investigation et de la protection des journalistes en Afrique de l'Ouest- présente ses condoléances à la famille d'Ahmed Husein, à ses collaborateurs ainsi qu'à tous les journalistes du monde, et condamne avec la dernière énergie cet acte crapuleux qui doit être puni selon toute la rigueur de la loi. Que justice soit faite!

La CENOZO lance un appel à tous ses membres et à toute personne éprise de justice et de bonne gouvernance à dire non à la violence contre les journalistes. Rappelons-nous que quelques soient les difficultés, les tentatives de museler la presse, il y aura toujours des voix pour s'élever et dénoncer l'impunité, la corruption et toutes les sortes de mauvaises pratiques.

Ensemble, nous vaincrons!
Vive le journalisme d'investigation

Filomena Silva,
Présidente

Course à l'investiture du Pnds pour 2021

Hassoumi Massoudou informe le Président Issoufou de son intention de briguer la magistrature suprême

La guerre de tranchées entre partisans de Hassoumi Massoudou, ministre des Finances et de Mohamed Bazoum, ministre de l'Intérieur, bat son plein. Pas uniquement sur les réseaux où l'on note une communication fébrile de leurs partisans les plus farouches. Pour clarifier les choses avec le Président Issoufou qui souffle le chaud et le froid, incapable de dire à Mohamed Bazoum ce qu'il confierait à de nombreux proches, le ministre des Finances a décidé de prendre le taureau par les cornes. Avec des proches formant le noyau dur de sa campagne pour l'investiture du Pnds, Hassoumi Massoudou est allé voir, il y a quelques jours, le Président Issoufou pour lui réitérer toute sa détermination à aller jusqu'au bout. Il est hors de question qu'il s'efface devant un candidat qui signifie la défaite avant l'heure pour le Pnds. Hassoumi Massoudou ne vise pas exclusivement Mohamed Bazoum. Et pour préciser sa pensée, il a déclaré au chef de l'Etat et grand gourou du Pnds qu'il n'accepterait de s'effacer que devant Foumakoye Gado. Est-ce parce qu'il s'agit du président de la délégation régionale dont il est membre ? Nul ne le sait pour le moment. Cependant, le ministre des Finances est ferme dans sa résolution de demander aux instances du parti de lui accorder leur confiance.

Une gageure dans un contexte où Dany Takoubakoye en l'occurrence a notifié que Bazoum a déjà la confiance de la majorité écrasante des présidents de section du Pnds. « Une enquête, écrit-il, publiée avant-hier (il ne mentionne pas où) ayant re-

cueilli l'avis de 205 présidents de sections des huit régions, place Bazoum comme candidat potentiel du parti à 98,71% contre n'importe quel autre candidat à l'exception du président de la République actuel ». Si l'on s'en tient à cette conclusion, Hassoumi doit abandonner la partie. Mais tout le monde connaît les limites des études partisanes. Un sondage de ce type est-il réellement crédible ?

Un mot d'ordre chez les lobbys politico-financiers du Pnds : tout sauf Mohamed Bazoum

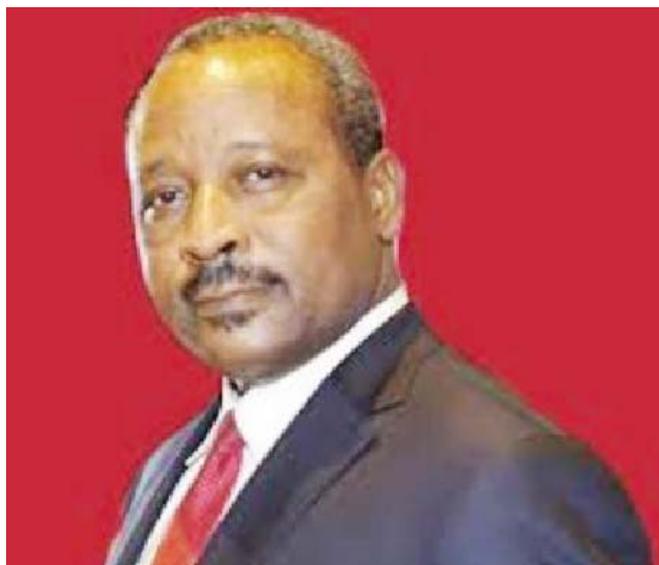
Hassoumi Massoudou sait parfaitement sur quoi il danse. Il ne s'est pas, de l'avis d'un de ses proches, lancé dans cette bataille les yeux fermés.

Ce n'est pas une affaire d'ambition aveugle qui aurait émergé sur le terreau d'un moi surdimensionné. Selon des informations dignes de foi, il a évalué ses chances, les a confrontées à celles des autres avant de se décider.

Et puis, contrairement à ce que laissent penser certaines sirènes adverses, non suffisamment informées des enjeux en cours, l'idée n'est pas venue, au départ du ministre des Finances.

Il a été poussé dans l'arène par de grands et forts lobbys politico-financiers pour qui le mot d'ordre est tout sauf Mohamed Bazoum.

Hassoumi bénéficie d'un important capital de confiance auprès des gros financiers et leaders politiques, ce qui ne manque pas d'impacter sur la décision finale du parti. La rencontre entre Hassoumi, assistée d'une équipe de proches, et le Président Issoufou n'est pas tombée au hasard. Elle est constitutive



d'une démarche visant à mettre le Président Issoufou au pied du mur afin de l'amener à s'assumer pleinement par rapport à sa conviction personnelle. Confiée au Courrier depuis plus d'un an par un homme du sérail qui n'a pas pour habitude de plaisanter, encore moins d'affabuler, la candidature de Hassoumi à l'investiture du Pnds pour la présidentielle prochaine confirme cette information qui nous paraissait pourtant irréaliste. « Le véritable candidat du Président Issoufou est Hassoumi Massoudou », a confié notre source, sans convaincre. L'histoire est en train de lui donner raison. Hassoumi Massoudou sait manifestement où il met les pieds.

Le véritable candidat du Président Issoufou est Hassoumi Massoudou

L'échange d'amabilités intervenu, il y a quelques jours, entre un certain Idi Amadou Ali, partisan de Hassoumi Massoudou, et d'un certain Daouda Takoubakoye dit Dany Takoubakoye, proche de Mohamed Bazoum, a été révélateur d'une crise latente que tentent de nier les hauts responsables du Pnds. La crise pourrait pourtant au fur

et à mesure que le temps passe, étalant au grand jour la confrontation inévitable entre les deux camps. Aux éloges se mêlent désormais des attaques en règle. Les deux camps, qui se compactent de plus en plus autour de noyaux centraux qui ne veulent rien lâcher, s'organisent et mobilisent au-delà des lignes roses. Aux visites de courtoisie à des personnalités de tous bords politiques succèdent celles dédiées aux autorités civiles, religieuses ou coutumières. À Niamey, les nuits sont désormais courtes ces derniers temps pour les militants du Pnds, chacun des deux camps menant une offensive, tous azimuts. De plus en plus conforté par des messages de soutiens d'hommes qui comptent dans la galaxie rose, Hassoumi Massoudou monte en puissance et n'entend pas se laisser baratiner. Ses soutiens se mobilisent, partout, et malgré les couacs qu'il y a eus dans le parcours récent du Secrétaire général du Pnds, la plupart des Nigériens lui reconnaissent de grandes qualités que son adversaire, Mohamed Bazoum, est très loin de revendiquer.

Laboukoye

Déclaration de l'opposition politique nigérienne

L'opposition politique sur le pied de guerre

Les partis membres de l'opposition politique nigérienne ont rendu publique une déclaration, ce mercredi 23 janvier 2019, au siège du MPN Kishin Kassa, où ils se sont prononcés sur la situation politique délétère qui prévaut dans le pays. Cette déclaration intervient dans un contexte sécuritaire préoccupant, le pays étant confronté aux assauts des terroristes et des narcotrafiquants, un contexte où le pays a besoin davantage de cohésion et d'unité. Un comportement responsable est en principe attendu de toutes les groupes organisés, de tous les Nigériens, en particulier des leaders d'opinions. C'est ce qui a amené l'opposition politique à répondre au président du PNDS qui n'a pas trouvé mieux dans ce contexte que de charger l'opposition dans son intervention à l'occasion de la célébration du 28^{ème} anniversaire de leur parti. Pour l'opposition, les propos de Bazoum accusant l'opposition d'être à la base de l'échec du dialogue politique sont une contrevérité, une manœuvre tendant à diaboliser les partis de l'opposition. **« Cette posture du président du parti au pouvoir participe, comme vous le constatez chers compatriotes, d'une vaste entreprise de diabolisation de l'Opposition à travers un jeu de rôle funeste minablement réparti entre le ministre de l'intérieur, le Premier ministre et le Chef de l'Etat »**. Dans ce jeu de rôle qui s'apparente à un cirque, les partis alliés du PNDS et la fantomatique CENI n'ont qu'un rôle purement marginal selon eux. Le Premier ministre, en même temps président du CNDP, fait semblant de vouloir un accord entre le pouvoir et l'opposition tandis que

ses actes de tous les jours vont dans le sens inverse. Bazoum vient lui relever les bretelles en le désavouant publiquement et de manière désobligeante. Et le chef de l'Etat boucle la boucle du trio comique en présentant aux yeux du monde entier dans son discours à l'occasion de la célébration du 18 décembre, l'échec du dialogue politique comme une réussite éclatante dont il faut se réjouir. Ainsi faisant, plus que tout autre, pour l'opposition politique, Bazoum confirme sa position d'adversaire le plus acharné d'un **« processus électoral inclusif, honnête, transparent et équitable »**. Pour l'opposition, cette position, pour le moins iconoclaste de Bazoum et ses camarades, s'explique par leur impopularité sans pareil, connue de tous. Car le souci de tout démocrate, engagé pour l'Etat de droit, en matière électorale, est l'organisation d'élections inclusives, sincères. En proie à des doutes sérieux quant à sa propre candidature et face aux dissensions fratricides de son parti, Bazoum déplace le débat en glosant uniquement sur l'article 8, omettant volontairement les autres articles non moins importants du Code électoral, comme objet de désaccord. Au demeurant, l'opposition rappelle à Bazoum, conséquemment à tous ceux qui vont dans le même sens, que c'est le pouvoir, et non l'opposition, qui fait de l'article 8 une fixation. Cet article a toujours consacré un an de condamnation ferme comme peine suffisante pour rendre inéligible un citoyen. Il ne peut pas s'inscrire sur les listes électorales. Mais c'est le même pouvoir qui a proposé au cours d'un comité que l'opposition a boycotté d'ailleurs, 3 ans au lieu d'un.



C'est cette proposition qui fut adoptée par le CNDP, validée par le gouvernement qui l'a transmise à l'Assemblée nationale pour adoption en 2017. Mais curieusement, la peine de 1 an revient après tout ce parcours, comme par enchantement parce qu'entre temps, Hama Amadou, la bête noire de tous les guristes en particulier leur chef, et pas seulement, vient d'être condamné dans un dossier tout aussi insolite que les élections générales de 2016 à un an de prison ferme. Le jeu des camarades est découvert, malgré qu'ils continuent à se cacher derrière de grands principes juridiques, connus de tous, mais qu'ils n'invoquent et ne respectent que quand ils renforcent leurs intérêts personnels et de clan. C'est la raison pour laquelle, l'opposition soutient qu'invoquer seulement l'article 8 comme raison du blocage est une mauvaise foi avérée pour tromper les Nigériens et les partenaires techniques et financiers en vue d'avoir leur accompagnement. Il y a désaccord également sur les articles **12, 80 et 81**. Mais le pouvoir les occulte sciemment alors que pour l'opposition ces articles constituent même **« le fondement d'une CENI indépendante et des élections inclusives »**.

Malgré tout, l'opposition politique croit encore à un accord au regard du passé récent du Niger. Ceux qui, aujourd'hui au pouvoir, sont réfractaires à tout consensus, sont ceux qui ont le plus bénéficié du consensus entre la classe politique. Mais elle souligne que les conditions indispensables pour la reprise du dialogue et la création d'un climat apaisé restent et demeurent l'organisation d'un dialogue inclusif en présence de témoins nationaux et internationaux, la mise en place d'un dispositif de suivi des décisions dudit dialogue avec l'accompagnement des partenaires, la réhabilitation effective du CNDP. Enfin l'opposition lance un appel à l'ensemble des Nigériens à se mobiliser pour faire échec à aux manœuvres du pouvoir visant la **« confiscation du suffrage du peuple souverain »**. Les jours à venir nous édifieront. Toujours est-il que le combat politique c'est maintenant et non au moment du fait accompli. Toute tergiversation des partis politiques de l'opposition leur sera fatale et préjudiciable à tout le processus démocratique. Les exemples des récentes élections législatives au Togo et celles générales en RDC sont assez illustratives. Rien ne sert de courir, il faut partir à point.

Bisso

DÉCLARATION DES PARTIS MEMBRES

DE L'OPPOSITION POLITIQUE NIGÉRIENNE DU 23 JANVIER 2019

Chers compatriotes,

Dans un contexte où notre pays est confronté aux assauts des forces terroristes et des narcotrafiquants, où nos forces de défense et de sécurité assurent vaillamment la défense de la patrie, où plus que jamais notre peuple a besoin de cohésion et de solidarité pour relever les défis multiformes, on se serait attendu de tout homme ou organisation politique à un comportement responsable. Mais hélas, c'est ce moment que choisit le sieur Bazoum Mohamed pour déclarer la guerre à l'opposition. C'est ainsi qu'à l'occasion de la célébration du 28ème anniversaire du PNDS Tarayya, arborant, les robes de tous les pouvoirs institutionnels et politiques de ce pays, il affirmait péremptoirement et sans honte qu'« il n'y a rien qui aurait pu empêcher que les partis politiques s'entendent à l'occasion de leurs dernières discussions, sauf la volonté obstinée des partis de l'opposition de refuser tout accord sur une question de portée symbolique aussi forte que les élections ».

Cette posture du président du parti au pouvoir participe, comme vous le constatez chers compatriotes, d'une vaste entreprise de diabolisation de l'Opposition à travers un jeu de rôle funeste minablement réparti entre le ministre de l'intérieur, le premier ministre et le Chef de l'Etat. Les autres partis politiques de la majorité et la soit disant CENI ne jouant qu'un rôle purement marginal dans ce cirque au plus haut sommet de l'Etat. Au premier ministre, président du CNDP de simuler un semblant de dialogue avec l'opposition, au sieur Bazoum Mohamed de le remettre à sa désormais déshonorante place en le désavouant de façon cinglante et au Chef de l'Etat de s'en réjouir tout en présentant le blocage aux yeux du monde comme une avancée du dialogue politique. L'attitude boutefeu du candidat du PNDS confirme à suffisance sa posture déjà connue d'adversaire acharné d'un processus électoral inclusif, honnête, transparent et équitable.

Comment pourrait-il en être autrement car conscient lui et ses camarades du parti du niveau d'impopularité chaque jour plus grand de leur régime et de leur parti ? Au demeurant, comment pourrait-il en être autrement pour un candidat d'un parti en déperdition, pris dans des doutes et des contradictions inextricables ?

Tous ces discours faisant croire qu'il y a accord sur tout le code électoral en dehors du seul article 8 consistent simplement à tromper les consciences et s'adressent surtout aux partenaires techniques et

financiers dont ils attendent encore l'accompagnement et les financements. Les nigériens eux savent qu'il n'y a en face aucune volonté d'organiser des élections dignes de ce nom.

Chers compatriotes

En accusant l'opposition de faire une fixation sur le seul article 8 du code électoral, le parti Etat veut simplement détourner le débat des sujets hautement stratégiques en matière électorale en l'occurrence la composition et l'indépendance totale de la CENI ainsi que la gouvernance des bureaux de vote. Ces questions auxquelles s'ajoutent désormais, le recrutement mafieux de l'opérateur technique chargé de la biométrie et le lancement unilatéral, pompeusement annoncé des opérations d'enrôlement n'ont fait l'objet d'aucun accord dans le fonds. Elles constituent simplement autant de choses pour lesquelles le pnds pense avoir suffisamment pris de provisions pour organiser la fraude à grande échelle et confisquer le choix du peuple.

Les manigances, les faux-fuyants, les manœuvres politiciennes et autres reniements, la mauvaise foi des représentants du pnds dans le Comité ad hoc, téléguidés par les premiers responsables du parti Etat, l'attitude ambivalente et irresponsable du premier ministre promettant une chose aujourd'hui et agissant dans le sens contraire le lendemain, les pratiques du fait accompli de la très contestée et monopartite CENI sont les principaux facteurs de l'échec du dialogue politique.

Chers compatriotes,

En réalité c'est le pouvoir qui fait la fixation sur l'article 8. La révision de cet article en effet n'est pas l'initiative de l'opposition qui d'ailleurs était absente de leur comité créé par arrêté numéro 00187 / PM en date du 23 novembre 2016. Les conclusions dudit Comité ont été entérinées par le CNDP qui l'a créé, soumis par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale qui l'a adopté en première lecture toujours en l'absence de l'opposition. Ce comité, en substance, avait prévu « trois ans de condamnation devenue définitive et non réhabilitée » pour la perte des droits civiques, notamment ceux d'être électeur et éligible. C'est seulement après le contrôle de constitutionnalité que des modifications ont été unilatéralement apportées par la seule majorité ramenant les trois (3) ans à un (1) an de condamnation devenue définitive et non réhabilitée. L'enjeu étant l'élimination d'éventuels adversaires politiques. En vérité, la nécessité de la révision de cet article fut un consensus de

toutes les parties prenantes à ce comité dont le PNDS et qui ont toutes paraphé et signé le rapport dudit comité. Elles ont même requis l'expertise d'un juriste spécialiste à ce sujet, ceci afin de mettre les acteurs politiques à l'abri de toute machination et autres montages politiciens pouvant conduire à leur disqualification des courses électorales.

Cette obsession à faire cristalliser les positions de l'opposition sur le seul article 8 n'est que démagogie et pure mensonge.

L'opposition politique nigérienne, réaffirme et prend à témoin l'opinion nationale et internationale que les points de désaccords restent et demeurent par ailleurs les articles 12, 80 et 81 que le pouvoir fait sciemment d'occulter.

Ces articles sont le fondement d'une CENI indépendante et des élections inclusives. Du reste, une bonne partie figurait dans les anciennes dispositions du code électoral consensuellement accepté par tous.

Le parti Etat, comme cela est connu de tous a triché en récusant un candidat sélectionné à la Vice-présidence de la CENI nationale. Comment alors pourrait-il s'en empêcher aux niveaux local et déconcentré où les possibilités de manipulation, d'intimidation et de fraude sont encore plus grandes ?

Chers compatriotes,

L'opposition a marqué chaque fois sa bonne volonté à participer aux travaux du CNDP et à toute initiative de dialogue comme en témoignent ses réponses toujours favorables aux échanges avec les émissaires de l'OIF, des Nations Unies, sa participation loyale aux travaux du comité ad hoc ainsi que les multiples courriers échangés avec le premier ministre, président du CNDP.

L'opposition politique nigérienne croit encore qu'un accord est possible dans la mesure où l'histoire politique récente du Niger dans son expérience démocratique rappelle, qu'à chaque fois les acteurs politiques ont su, dans leur ensemble surmonter les écueils d'avant chaque échéance électorale. Les dirigeants du PNDS, ayant animé l'opposition pendant plusieurs années en savent quelque chose pour avoir été les principaux bénéficiaires de plusieurs compromis majeurs des autorités d'alors.

Chers compatriotes,

Le peuple nigérien a compris les fuites en avant d'un pouvoir incapable d'assurer une gouvernance vertueuse garantissant les libertés fondamentales, la consolidation de l'unité nationale et le progrès social. Au vu de tout ce qui précède l'op-

position politique nigérienne annonce ici et de façon solennelle qu'elle ne participera pas à la prochaine réunion du CNDP. Les délibérations de cet organe ainsi que les suites à donner par le Gouvernement, l'Assemblée Nationale et même la Cour Constitutionnelle étant déjà prononcées par le candidat Bazoum, l'opposition ne fera donc pas de la figuration pour légitimer une telle farce.

L'opposition politique nigérienne reste convaincue que la reprise du dialogue et la création d'un climat apaisé passe par :

- L'organisation d'un dialogue inclusif en présence des témoins nationaux et internationaux
 - La mise en place d'un dispositif de suivi des décisions dudit dialogue avec l'accompagnement des partenaires en vue d'en assurer l'effectivité
 - L'adoption d'un code électoral consensuellement accepté par tous.
 - La réhabilitation effective du CNDP comme organe d'échange et de consensus de la classe politique.
- Enfin, l'opposition politique nigérienne appelle l'ensemble des nigériens, acteurs sociaux et politiques à se dresser comme un seul homme pour faire échec à ce projet funeste de confiscation du suffrage du peuple souverain. C'est pourquoi, elle appelle ses militants et militants à rester mobilisés et attendre les mots d'ordre futurs.

**Vive la République,
Vive l'opposition nigérienne,
Fait à Niamey, le 23 janvier
2019,
Je vous remercie.**

LE COURRIER

Hedomadaire d'informations
générales et de réflexion
NIF : 17763 / S
Tél : 96 88 74 09
96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :
lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur

Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

Crise préélectorale au Niger

Le torchon brûle entre le pouvoir et l'opposition

Vers quels rivages la crise préélectorale mènera le Niger ? Après un hold-up électoral perpétré en 2016 qui est resté en travers de la gorge des Nigériens, le pays est à nouveau à la croisée des chemins, embourbé dans une crise préélectorale qui prend de plus en plus de l'ampleur. Le 12 janvier 2019, à l'occasion du 28^e anniversaire du Pnds, Mohamed Bazoum annonce, sûr de lui, l'agenda politico-électoral tel qu'il a été planifié et tel qu'il va être déroulé. « Pour bientôt », a-t-il souligné. Entre autres étapes, il a indiqué que les modifications apportées au Code électoral par les seuls partis politiques de la mouvance présidentielle feront l'objet de validation avant d'être transmises au gouvernement qui les endossera et les transmettra à son tour à l'Assemblée nationale qui les adoptera. Et la parenthèse des désaccords avec l'opposition et les non-alignés sur le Code électoral et la composition de la commission électorale sera définitivement fermée, a-t-il laissé entendre en substance. Un peu plus d'une semaine après ces déclarations de tonnerre, Brigi Rafini, dans une sorte de symbiose arrêtée au sommet de l'Etat, convoque une réunion extraordinaire du Conseil national de dialogue politique (CNDP) pour ce matin, 24 janvier 2018. Une réunion du CNDP que des sources bien informées disent avoir été reportée pour ne pas gâcher le plaisir du président du Pnds et l'expression de la toute-puissance du parti-Etat. Les mœurs ont été respectées et Mohamed Bazoum a été fidèle jusqu'au bout à la logique arrêtée :



faire baver l'opposition, les non-affiliés et tous les Nigériens qui manifestent régulièrement leur désaccord avec le processus électoral tel qu'il est conduit.

Le Président Issoufou, le Premier Brigi Rafini et le ministre de l'Intérieur et président du Pnds jouent le même jeu

Réponse du berger à la bergère, les partis d'opposition, qui ne comptent pas rester l'arme au pied, ont rendu publique une déclaration en prélude à la réunion extraordinaire du CNDP. Dans cette déclaration pour laquelle il a été exigé - c'est le mot employé dans le communiqué - la présence des membres des bureaux et des commissions politiques des partis membres ainsi que des députés siégeant à l'Assemblée nationale, l'opposition, a dénoncé l'orchestration d'une mise en scène déplorable consistant à répartir les rôles entre le président du Pnds, Brigi Rafini, le président du CNDP et Mahamadou Issoufou, le chef de l'Etat. Tout procède, a déclaré l'opposition, d'un jeu qui répartit ainsi les rôles : le Premier ministre, président du CNDP est chargé de simuler un semblant de dialogue avec l'opposition, Mohamed Bazoum, président du Pnds, de le remettre en cause et Mahamadou Issoufou, le chef de l'Etat, de flatter une avancée du dialogue politique qui n'existe pas.



Pour les militants de l'opposition, il est hors de question d'accepter un autre hold-up électoral

Pour l'opposition, le pouvoir en place compte, selon toute vraisemblance, rééditer le coup du hold-up électoral de 2016. Ce qui serait à la fois inadmissible et plein de périls, la volonté de faire barrage à ce qu'ils ont appelé « projet funeste » étant par ailleurs exprimée clairement. S'ils n'ont pas encore cru opportun de demander aux Nigériens de boycotter le processus électoral actuel, ils ont toutefois identifié les sources et les animateurs du blocage à un dialogue politique sincère, inclusif et devant aboutir à un code électoral consensuel. C'est, ont laissé entendre les partis d'opposition, l'unique alternative pour éviter à notre peuple des déchirements inutiles et non souhaitables. Dire que le torchon brûle est sans doute inexact, car derrière les mots, dorment en réalité des révoltes qui pourraient éclater à tout moment. Dans les rangs de l'opposition fourmillent des militants qui ne sont pas prêts à accepter que des gouvernants impopulaires, comme ils disent, leur volent une nouvelle fois leurs suffrages. Il est certain qu'ils ont mal vécu le hold-up électoral de 2016. À l'occasion de chaque regroupement de l'opposition, des voix s'élèvent pour marteler que la raison et la loi ne font pas partie du vocabulaire



au Pnds et qu'il faudra bien que l'opposition change de fusil d'épaule. La fièvre monte et l'on ne sait jamais de quoi demain sera fait. Mohamed Bazoum, qui n'a pas la langue dans la poche, a bien invité l'opposition à faire la différence par le rapport des forces, comme au Togo. Autrement, c'est le naufrage certain, a-t-on compris dans les rangs des militants les plus « chauds ».

Peut-être une session extraordinaire pour adopter les modifications faites par le pouvoir

Une fois que les partis au pouvoir auront validé les modifications jugées acceptables par le Pnds, que va-t-il se passer ? Selon Mohamed Bazoum, ministre de l'Intérieur et président du Pnds Tarayya, le gouvernement les endossera sans problème et les transmettra à l'Assemblée nationale qui n'en fera moins et les adoptera. Et si l'on s'en tient au « bientôt » de celui qui a décliné l'agenda en question, les choses ne traîneront pas. L'adoption par l'Assemblée nationale attendra-t-elle la session parlementaire ordinaire de mars 2019 ? Rien n'est moins sûr, la hâte annoncée pour classer définitivement ce dossier brûlant étant des plus manifestes. Peut-être que le gouvernement demandera une session extraordinaire à l'effet d'adopter lesdites modifications.

Laboukoye

Enseignement Supérieur

Des reformes s'imposent dans les Universités

Diplômé es-lettres, option Histoire de l'Université de Niamey, Yahouza Sadissou, après quelques temps dans l'enseignement, a embrassé le métier de journalisme avec amour, abnégation et professionnalisme. Ce qui lui vaut, actuellement et de tout temps, estime et considération dans le milieu de la presse privée. Aujourd'hui, homme politique, il fait la fierté de toute sa génération. Cette génération qu'il honore, depuis qu'il est à la tête du ministère de l'Enseignement Supérieur, en se distinguant dans sa façon d'apprécier les questions liées à la gestion de l'Etat et les charges publiques.

C'est à l'œuvre qu'on connaît l'artisan

Cette sagesse, Yahouza a fait sienne dans la conduite,

avec le souci d'accomplir honnêtement la mission à lui confiée par les hautes autorités. Une mission qu'il conçoit et conduit avec diligence et l'amour du travail bien fait et qui lui assure aujourd'hui respect au sein de l'opinion. Cela, malgré les différentes sensibilités qui composent la communauté universitaire. Lesquelles sensibilités dans son écrasante majorité approuvent d'ailleurs son projet de reformes des Universités du Niger. Notamment, en ce qui concerne l'Université de Niamey. En tout cas, l'opinion au sein de la communauté scientifique et au-delà, soutient ce projet. Car, pour elle(l'opinion), les reformes permettront de corriger les tares qui affectent dangereusement les rapports entre membres de cette communauté. Pour ainsi dire, ces reformes envisagées, par le



ministre Yahouza Sadissou, seront salutaires et constitueront un véritable antidote contre les maux qui divisent celle-ci depuis longtemps. Pour mettre fin par exemple à la forte politisation et le développement de certains comportements contraires aux sciences sociales au sein de cette communauté, il serait judicieux et réfléchi pour le ministre de l'Ensei-

gnement Supérieur de proposer au gouvernement, à travers son projet de reformes, la nomination des autorités académiques. Cela, afin de garantir une gestion moderne à l'institution et un climat de confiance et d'harmonie entre enseignants, étudiants et autres travailleurs. D'autant plus que, l'Etat est le garant du bon fonctionnement de l'Administration et de la Cohésion sociale.

Adamou

URANIUMGATE

Lettre ouverte au chef de l'État Issoufou Mahamadou Monsieur le Président, où sont nos 200 milliards F CFA

MONSIEUR le Président, pour une fois, 'LE COURRIER'. a préféré vous interpeller, en votre qualité de magistrat suprême et garant du bon fonctionnement des institutions de la République. Nous en appelons à toutes vos prérogatives constitutionnelles afin d'aider à éclairer la lanterne des 19 millions de Nigériens que nous sommes, relativement à l'affaire dite Uraniumgate.

Monsieur le Président, notre interrogation se résume en cette question : où sont nos **200 milliards FCFA** ? Remarquez que la

"disparition" d'une telle somme suscite forcément un grand émoi au sein de l'opinion nationale. Pour dire vrai, les Nigériens sont littéralement atterrés par ce tour de passe-passe exécuté par l'un de vos plus fidèles lieutenants, en la personne de HASSOUMI MASSOUDO. En effet, votre ancien directeur de Cabinet est le maillon principal de cette opération financière des plus mafieuses. D'ailleurs, il n'a point nié le bienfondé des accusations portées par "LE COURRIER". Bien au contraire, HASSOUMI MASSOUDO a grandement corroboré nos affirmations. L'ensemble des Nigériens sont avides de connaître la vérité sur ce scandale politico-financier. Nous le savons, dans votre entourage, "LE COURRIER" est très mal vu et nous le comprenons aisément du moment où il dérange en divulguant



régulièrement des affaires qui gênent au plus haut point votre régime. Si mettre en lumière des scandales imputables à votre gestion cahoteuse constitue notre seul péché, que l'on nous reconnaisse au moins le mérite d'assumer cette mission de service public qui incombe à la presse. Monsieur le Président, nous réitérons une fois de plus notre question : où sont donc nos 200 milliards FCFA? De par vos fonctions de chef suprême de l'administration publique, vous ne pouvez pas ignorer la destination prise par cet argent soutiré aux contribuables nigériens. Absolument pas. Vous taire fait de

vous le complice d'une des plus grosses forfaitures jamais commises au Niger. Ne pas accéder aux attentes du peuple quant à la manifestation de la vérité fait de vous le parrain d'une ignominieuse association de malfaiteurs. Monsieur le Président, plus que jamais vous êtes dans l'obligation absolue de laisser la justice suivre son cours, sans ingérence d'aucune sorte et mieux, de la soutenir ouvertement dans cette affaire des 200 milliards de l'Etat nigérien.

Monsieur le Président, nous ne saurions terminer cette lettre sans reposer notre question : où sont passés nos 200 milliards FCFA? Sans nul doute, vous avez la réponse à cette question. Alors, le peuple entier vous le demande avec insistance.

Alpha